

Certifying Good Agricultural Practices: A Brief History of the CanadaGAP Program

Certification des bonnes pratiques agricoles : un bref historique du programme CanadaGAP



By Jeff Tribe

Par Jeff Tribe

Created by and for Canadian horticultural farmers, CanadaGAP continues to protect food safety and market access.

“I believe we have a program which stands proud to anything in the world,” says Paul LeBlanc, former chair of the Canadian Horticultural Council (CHC) Food Safety and CHC Food Safety Management committees responsible for the development and launch of the CanadaGAP program.

“It’s the product of many, many hours of work,” he says. “It’s established, it’s operating, it’s internationally credible, and it’s providing the mechanism farmers need to access the market.”

Before the year 2000, few formal food safety standards existed at the producer level, says Jamie Sefton, former national coordinator of the Canadian Government Food Safety Recognition Program, who became involved in CanadaGAP technical reviews in the early 2000s and currently sits on the CanadaGAP Stakeholder Advisory Committee.

“It’s come a long way, definitely come a long way,” he says.

The impetus for developing CanadaGAP came from the CHC, says LeBlanc, among increasingly complex and developed food transportation and distribution, enhanced vulnerability to food-borne pathogen issues, and a growing need for standardized production processes and crop treatment, with regard to food safety.

“The concern started to grow both with the retailers and the government,” says LeBlanc.

Several food-related incidents in the mid- to late-1990s pushed safety forward on the collective radar, says CanadaGAP Executive Director Heather Gale, pointing to the 1998 Whitehorse agreement as a pivotal point. It was here that federal and provincial governments agreed in principle to a framework for Canadian industry-developed food safety programs to be reviewed by provincial and federal experts.

Rather than waiting to see what developed, the CHC ‘took the bull by the horns’ to create a program designed by farmers for farmers, rigorous yet achievable and grower-friendly, in terms of bureaucracy and affordability, based on the latest science, and meeting the integrity demands of international standards.

“There was a real desire to say, ‘We will design the program for ourselves before the government does it for us,’” says LeBlanc, “because we knew it was something that had to come.”

“It’s not to say we were doing anything wrong,” he adds. “It’s saying the marketplace has these requirements now—if we want to sell our products, we have to play the game.”

continued on page 24

Créé par et pour les producteurs horticoles canadiens, CanadaGAP continue de protéger la salubrité des aliments et l’accès au marché.

« Je crois que nous avons un programme qui trône fièrement par rapport à tout ce qui existe ailleurs dans le monde », a déclaré Paul LeBlanc, ex-président du Comité de la salubrité des aliments et du Comité de la gestion de la salubrité des aliments du Conseil canadien de l’horticulture (CCH), qui sont responsables du développement et du lancement du programme CanadaGAP.

« C’est le résultat de très, très nombreuses heures de travail », a-t-il déclaré. « Il est établi, il est fonctionnel, il est crédible sur le plan international et il fournit le mécanisme dont les agriculteurs ont besoin pour avoir accès au marché. »

Avant l’an 2000, il existait peu de normes officielles sur la salubrité des aliments au niveau des producteurs », a déclaré Jamie Sefton, ex-coordonnateur national du Programme de reconnaissance de la salubrité des aliments du gouvernement canadien, qui a ensuite participé aux examens techniques de CanadaGAP au début des années 2000 et qui siège actuellement au sein du Comité consultatif des intervenants de CanadaGAP.

« Que de chemin parcouru, oui, certainement, que de chemin parcouru », a-t-il déclaré.

L’incitation à développer CanadaGAP est venue du CCH, a déclaré M. LeBlanc, parmi notamment un transport et une distribution des aliments de plus en plus complexes et développés, une vulnérabilité accrue aux problèmes des pathogènes d’origine alimentaire et un besoin croissant de processus normalisés de production et de traitement des cultures en ce qui a trait à la salubrité des aliments.

« Les détaillants et le gouvernement ont commencé à se sentir de plus en plus préoccupés », a ajouté M. LeBlanc.

Plusieurs incidents reliés aux aliments au milieu et à la fin des années 1990 ont mis la salubrité à l’avant-plan du radar collectif, a affirmé la directrice générale de CanadaGAP, Heather Gale, mentionnant l’entente de Whitehorse de 1998 comme étant un point tournant. C’est à ce moment que les gouvernements fédéral et provinciaux ont donné leur accord de principe à un cadre pour que les programmes de salubrité des aliments développés par l’industrie canadienne soient révisés par des experts fédéraux et provinciaux.

Plutôt que d’attendre pour voir ce qui serait développé, le CCH « a pris le taureau par les cornes » pour créer un programme conçu par les producteurs, pour les producteurs, rigoureux, mais aussi réalisable et

suite à la page 24



A “Train the Trainer” course being given to individuals tasked with training CanadaGAP auditors, Quebec City, 2009. Photo credit: CanadaGAP. / Une « formation du formateur » offerte aux personnes responsables de la formation des auditeurs de CanadaGAP, ville de Québec, 2009. Photo : CanadaGAP.

continued from page 23

To suggest the concept received unanimous initial acceptance would be a stretch.

“In the very early days, there was a lot of grower hesitancy about going down that particular path because, initially, we saw it was increasing costs without increasing return,” says LeBlanc.

“As more and more people got informed and involved, people became more aware of what we were trying to do and why,” says Gale.

Ultimately, committees were formed with broad producer, governmental, and industry representation for all CHC crops, under the goal of both self-educating on global models, and establishing Canadian best practices for each.

“It was an ambitious and courageous move, and it didn’t come easily,” says LeBlanc.

There were a lot of “heated meetings,” he continues, but the process advanced with the recognition that producers had to protect themselves and market access.

“We didn’t want local or Canadian product to be behind the eight-ball or behind anything else. It was more like, ‘Okay, we’ve got to do this; let’s do it well.’ And I think that’s what has happened in this case.”

Given the emergence of numerous buyer-specific programs and no harmonization of requirements, producers took on the task of developing one national standard that would receive support across the industry. LeBlanc credits Gale for significant guidance, ‘being at the heart of it all’, through committee consultation with industry stakeholders and government officials.

“We diligently and, I think, minutely reviewed every step of the crop’s path to the consumer, with the goal of analyzing any risk along its path,” says LeBlanc.

Identified risk was studied for alternate options, or, failing that, offending practices’ elimination.

“It was a mammoth undertaking with countless meetings,” recalls LeBlanc. “A lot of plane flights, and a lot of hotels.”

The federal government was amenable to self-directed program creation, given practical and scientific grounding and effective, independent oversight.

suite de la page 23

respectueux des producteurs sur le plan de la bureaucratie et de la capacité financière, fondé sur les connaissances scientifiques les plus récentes et répondant aux demandes d’intégrité des normes internationales.

« Il y avait un réel désir de dire : « Nous concevons le programme pour nous-mêmes avant que le gouvernement le fasse pour nous », a dit M. LeBlanc, « parce que nous savions que c’était quelque chose qui devait arriver. »

« Cela ne veut pas dire que nous faisons quelque chose de mal », a-t-il ajouté. « Cela veut dire que le marché a ces exigences maintenant—si nous voulons vendre nos produits, nous devons jouer le jeu. »

Il serait exagéré de suggérer que le concept a été unanimement accepté au début.

« Dès les premiers jours, il y a eu beaucoup d’hésitations de la part des producteurs à emprunter cette voie particulière parce que, initialement, nous avons constaté que cela augmentait les coûts sans augmenter les revenus », a affirmé M. LeBlanc.

« Alors que de plus en plus de gens étaient informés et s’impliquaient, ils ont commencé à mieux comprendre ce que nous essayions de faire et la raison pour laquelle nous le faisons », a déclaré Mme Gale.

À la fin, on a formé des Comités avec une large représentation des producteurs, du gouvernement et de l’industrie pour toutes les cultures du CCH, avec l’objectif de s’informer soi-même au sujet des modèles mondiaux et d’établir les pratiques exemplaires canadiennes pour chacune.

« C’était un geste ambitieux et courageux et cela ne s’est pas fait aisément », a indiqué M. LeBlanc.

Il y a eu de nombreuses « réunions houleuses », a-t-il poursuivi, mais le processus a progressé avec la reconnaissance que les producteurs devaient se protéger eux-mêmes et protéger l’accès au marché.

« Nous ne voulions pas que les produits locaux ou canadiens accusent un retard ou qu’ils soient derrière quoi que ce soit d’autre. C’était davantage comme, « Ok, nous devons faire ceci; faisons-le bien ». Et je pense que c’est ce qui s’est produit dans ce cas. »

En raison de l’émergence de nombreux programmes propres aux acheteurs et sans une harmonisation des exigences, les producteurs ont entrepris la tâche de développer une norme nationale qui obtiendrait un appui à l’échelle de l’industrie. M. LeBlanc accorde à Mme Gale le crédit d’une orientation importante, « au coeur de tout cela », au moyen

“We gave the nod to the approach,” says Sefton. “They were great to work with and also did a great job.”

That was no free pass, however. The first governmental technical review was a real ‘eye-opener,’ says Gale, despite support and major interest from both government and industry to arrive at a positive outcome.

“At the same time, they were examining what we were doing in great detail,” she adds.

Creating CanadaGAP was a lengthy, detailed, and demanding process, and there ‘certainly were challenging moments,’ Gale admits, but there was never any real doubt surrounding its validity or ultimate achievability. LeBlanc is a determined, focused individual, she credits, providing positive leadership throughout a broad group exercise.

“It was an exciting challenge, and I’m always up for that,” she laughs. “We sort of held each other up and encouraged each other.”

LeBlanc never claimed perfection but remains proud of what was established.

“The thing is rolling down the road, there are bumps, but the system is there and that is valuable to farmers,” he says. “It’s been done, being as farmer-friendly as possible, as cost-effective as possible, and as credible as possible,” LeBlanc adds, noting that CanadaGAP has gained respect among the government, retailers, and the industry and is benchmarked to the Global Food Safety Initiative. “We have that international credibility,” he says.

No program can offer 100 per cent certainty, says Sefton, but CanadaGAP definitely lowers risk and provides a reactive framework. Beyond protecting market access, documented adherence also provides a measure of liability protection for producers, assisting in what LeBlanc suggests is a 180-degree shift from pre-program concerns.

“What was initially viewed as a cost by growers is now viewed as, ‘This program protects me.’ The mindset has turned right around.”

The CanadaGAP journey has been 100 per cent worthwhile for the industry, Gale declares, buoyed by new federal food safety regulations released in draft form last summer and which took effect January 15, 2019. Gratified not only by positive associated comments, she can point to government expectations directly aligned with CanadaGAP requirements.

continued on page 27

de Comités de consultation avec les intervenants de l’industrie et les fonctionnaires du gouvernement.

« Nous avons examiné avec diligence, et je pense avec minutie, toutes les étapes du cheminement des cultures jusqu’aux consommateurs, avec l’objectif d’analyser tous les risques sur sa route », a déclaré M. LeBlanc.

Les risques recensés ont été étudiés pour trouver des options de remplacement ou, à défaut, pour éliminer des pratiques illicites.

« Ce fut une entreprise colossale avec d’innombrables réunions », s’est rappelé M.

LeBlanc. « Un grand nombre de vols d’avions et un grand nombre d’hôtels. »

Le gouvernement fédéral était ouvert à la création d’un programme autonome en raison des connaissances pratiques et scientifiques et d’une supervision indépendante et efficace.

« Nous avons accepté l’approche », a déclaré M. Sefton. « C’était formidable de travailler avec eux et ils ont également effectué un travail remarquable. »

Toutefois, il n’y avait pas de passe-droit. Le premier examen technique gouvernemental a été une véritable « révélation », a déclaré Mme

suite à la page 26

lambert 90
1928-2018

**PROFESSIONAL PEAT-BASED SUBSTRATES
FOR ALL YOUR GROWING NEEDS**

lambert LM-GPS **lambert LM-AP** **lambert LM-HP** **lambert LM-BK** **lambert LM-ORG** **lambert LM-CB**

**SUBSTRATS DE CULTURE PROFESSIONNELS
POUR TOUS VOS BESOINS HORTICOLES**

ECOPEAT A EXCLUSIF PRODUCT

ECOPEAT is a natural wood fiber from the peat bog mixed to our sphagnum peat moss to produce superior professional substrates with exceptional ratio of air porosity and water holding capacity. Choose from Lambert Peat Moss various EPM Mixes for your professional growing needs.

ECOPEAT UN PRODUIT EXCLUSIF

ECOPEAT est une fibre naturelle de bois issue des tourbières et mélangée notre tourbe de sphaigne pour produire un substrat professionnel supérieur avec un rapport de porosité et de capacité de rétention en eau exceptionnel.

Pour vos besoins professionnels, sélectionnez votre produit parmi la grande variété de substrats EPM Lambert.

YOUR LOCAL ONTARIO REPRESENTATIVES
Jack Scholtens
Cell: (905) 632-1696
lambert@jackscholtens.com

YOUR LOCAL QUÉBEC REPRESENTATIVES
Richard Ruest
Cell: (514) 969-2454
kackauma@gmail.com

Denis Fallat
Cell: (289) 968-6728
denisfallat@gmail.com

Michel Morin
Cell: (418) 868-8701
michelm@lambertpeatmoss.com

www.lambertpeatmoss.com



suite de la page 25

Gale, malgré le soutien et l'intérêt majeur du gouvernement et de l'industrie d'en arriver à un résultat positif.

« En même temps, ils examinaient très minutieusement ce que nous faisons », a-t-elle ajouté.

La création de CanadaGAP fut un processus long, détaillé et exigeant et « il y a certainement eu des moments difficiles », a admis Mme Gale, mais il n'y a jamais eu de doute réel concernant sa validité ou sa réalisabilité finale. M. LeBlanc est une personne déterminée et concentrée sur sa tâche, reconnaît-elle, qui exerce un leadership positif lors d'un exercice de groupe important.

« Ce fut un défi passionnant et je suis toujours prête à participer à une telle aventure », a-t-elle dit en riant. « Nous nous sommes en quelque sorte supportés et encouragés les uns les autres. »

M. LeBlanc n'a jamais revendiqué la perfection, mais il demeure fier de ce qui a été établi.

« La chose dévale la route, il y a des bosses, mais le système est là et cela est inestimable pour les agriculteurs », a-t-il affirmé. « Cela a été accompli en étant aussi respectueux que possible des agriculteurs ainsi que de manière aussi rentable et aussi crédible que possible », a ajouté M. LeBlanc, notant que CanadaGAP a gagné le respect du gouvernement, détaillants et de l'industrie et est référencé par l'Initiative mondiale de salubrité des aliments. « Nous avons cette crédibilité internationale », a-t-il indiqué.

Aucun programme ne peut offrir une certitude absolue, a indiqué M. Sefton, mais CanadaGAP diminue très certainement les risques et fournit un cadre réactif. Au-delà de la protection de l'accès au marché, la conformité documentée fournit également une mesure de protection de la fiabilité pour les producteurs, contribuant ainsi à ce que M. LeBlanc a suggéré comme étant un virage à 180 degrés par rapport aux préoccupations qui existaient avant la création du programme.

« Ce qui était perçu au départ comme un coût par les producteurs est maintenant perçu comme ceci : « Ce programme me protège ». La façon de penser s'est complètement transformée. »

Le périple de CanadaGAP a été 100 pour cent utile à l'industrie, a déclaré Mme Gale, encouragée par le nouveau règlement fédéral sur la salubrité des aliments publié sous la forme d'un avant-projet l'été dernier et qui est entré en vigueur le 15 janvier 2019. Satisfaite non seulement des commentaires positifs connexes, elle peut souligner les attentes du gouvernement directement harmonisées avec les exigences de CanadaGAP.

« Les entreprises certifiées CanadaGAP sont maintenant bien positionnées pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires pour la salubrité des aliments », a-t-elle affirmé. « Cela a vraiment renforcé l'idée que l'effort en valait la peine. »



Matt Sheppard
General Manager

BRADFORD CO-OP STORAGE LTD. EST. 1945
Storage and Growers' Supplies

tel: (905) 775.3317
fax: (905) 775.3318
email: msheppard@bellnet.ca

BRADFORD CO-OP STORAGE LTD.
P.O. Box 460, Bradford, Ontario L3Z 2B1

VRE Systems Proudly serving the Agricultural, Horticultural, Retail Garden Center and Fabrication Industries since 1978



Husky Cart



Pull Cart



Handi Cart



Bulk Cart

Multi purpose carts. Durable and reliable. Easily moved, portable. High weight capacity. Indoor or outdoor. Use for:

- Hay bales
- Feed buckets
- Ring and show equipment
- Produce/ flowers

VRE Systems, 7367 Young St., R.R. #1, Grassie, Ontario, Canada L0M 1M0
T: 1.800.499.4873 / F: 1.905.945.9294 / E: info@vresystems.com / W: www.vresystems.com



CanadaGAP was honoured to be presented with a formal Letter of Recognition by CFIA in September 2017. Front row (L-R): Barbara Jordan (CFIA), Richard Arsenault (CFIA), Heather Gale (CanadaGAP), Tim Mellor (CFIA), and Robyn Edwards (CFIA). Back row (L-R): Martin Firth (CFIA), Iliyan Staykov (CFIA), Paul Glover (CFIA), Mylène Rochon (CFIA), Amelia Balsillie (CanadaGAP), and Boubacar Sidibe (CFIA). Photo credit: CanadaGAP. / CanadaGAP a été reconnu en se voyant remettre une Lettre de reconnaissance officielle de l'ACIA en septembre 2017. Première rangée (g-d) : Barbara Jordan (ACIA), Richard Arsenault (ACIA), Heather Gale (CanadaGAP), Tim Mellor (ACIA), et Robyn Edwards (ACIA). Rangée arrière (g-d) : Martin Firth (ACIA), Iliyan Staykov (ACIA), Paul Glover (ACIA), Mylène Rochon (ACIA), Amelia Balsillie (CanadaGAP), et Boubacar Sidibe (ACIA). Photo : CanadaGAP.

continued from page 25


“CanadaGAP-certified companies are now well positioned to meet new regulatory requirements for food safety,” she says. “It has really cemented that all of the effort was worthwhile.”

“I think everyone involved in it, from all sides, should be proud of the effort,” adds Sefton, who, like LeBlanc, firmly believes CanadaGAP owns elevated status among its peers, regionally and globally.

“Up to par, if not exceeding,” LeBlanc concurs.

Continual improvement was one of the program’s founding principles, and the integration of scientific advances—new technologies to better manage food safety hazards, for example—is a regular, structured process overseen by an advisory committee.

“It’s very dynamic. It needs to be continually reviewed. Farming practices evolve, science advances, and the program has to change with it,” says LeBlanc. “We need that international credibility for our customer base; we can’t let the system stagnate and get out-of-date.”


“It’s never done,” Gale agrees in conclusion. “We continually need to progress and make improvements with safeguarding food safety for the benefit of the industry and its consumers.” 

« Je pense que toutes les personnes qui y sont impliquées, de tous les secteurs, devraient être fières de l’effort », a ajouté M. Sefton, qui comme M. LeBlanc, croit fermement que CanadaGAP mérite un statut élevé parmi ses pairs, sur le plan régional et sur le plan mondial.

« À cette hauteur, si ce n’est plus haut », a convenu M. LeBlanc.

L’amélioration continue était l’un des principes fondateurs du programme et l’intégration des progrès scientifiques—les nouvelles technologies pour mieux gérer les risques liés à la salubrité des aliments, par exemple—est un processus régulier et structuré supervisé par un Comité consultatif.

« C’est très dynamique. Cela doit être continuellement révisé. Les pratiques agricoles évoluent, la science progresse et le programme doit changer au même rythme », a déclaré M. LeBlanc. « Nous avons besoin de cette crédibilité internationale pour notre base de consommateurs; nous ne pouvons pas laisser le système stagner et devenir désuet. »

« Ce n’est jamais terminé », a convenu Mme Gale en guise de conclusion. « Nous devons continuellement progresser et apporter des améliorations en protégeant la salubrité des aliments au bénéfice de l’industrie et de ses consommateurs. » 



Crop management software helping fruit & vegetable growers enhance their traceability & improve their profitability.

- Track & manage produce from spray to shipment
- Schedule, track & record chemical usage
- Monitor team productivity
- Maintain accurate records effortlessly & cut audit time

 **1-800-903-1492**

 croptracker.com

 [@croptrackerapp](https://twitter.com/croptrackerapp)

